

Lettre aux Québécois

Chères Québécoises, chers Québécois,

Je vous écris pour vous remercier, du fond du cœur, de la solidarité sincère dont vous avez fait preuve ces derniers temps à l'égard de la démocratie catalane.

Devant l'arsenal répressif déployé par l'État espagnol dans la foulée du référendum de 2017 ; devant la violence inouïe des institutions policières et judiciaires de ce pays, déterminées à briser nos aspirations les plus légitimes, vous, Québécoises et Québécois, n'avez pas fléchi. Malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent, j'ai bien pris note, non sans émotion, des résolutions unanimes de votre Assemblée nationale ainsi que de la mobilisation vigoureuse de vos organisations citoyennes en appui aux principes de justice et de démocratie que nous travaillons à faire respecter de ce côté-ci de l'Atlantique.

Je remercie également celles et ceux qui, ailleurs sur le vaste sous-continent canadien, partagent ces mêmes principes et s'attachent tout particulièrement aux engagements internationaux ratifiés par le Canada eu égard au droit des peuples à l'autodétermination. J'en profite pour saluer mes compatriotes ayant fait le choix d'aller vivre en ce pays aussi hivernal que chaleureux, qui demeure un partenaire appréciable pour la Catalogne. – Un pays que j'ai hâte de visiter, comme m'y a si aimablement invité la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et son Président général M^e Maxime Laporte, afin de sensibiliser la population à la situation injuste qui a cours en Espagne.

Cela étant, je reste « perplexe », à l'instar du Premier ministre du Québec, vis-à-vis les quelques réticences des autorités fédérales à m'accorder le visa électronique censé me permettre d'accéder au territoire canadien par la voie des airs... Je ne m'attendais pas à ce traitement qui me surprend, sachant qu'entretemps il m'a été possible, par exemple, de circuler librement dans plusieurs pays européens, dont le Royaume-Uni. J'aurais cru que le Canada, qui a toujours joui d'une grande aura d'exemplarité à l'international, se montrerait plus accueillant à mon endroit.

Plus fondamentalement, je me préoccupe de ce que le gouvernement canadien semble ici accrédiiter cette thèse dangereuse, – si chère à l'extrême-droite qui, hélas, gagne en influence en Espagne –, voulant que la participation d'un élu à la tenue d'un référendum d'autodétermination puisse être légitimement passible de condamnations criminelles... Il va sans dire, je ne puis que dénoncer l'actuelle position d'Ottawa, qui porte gravement préjudice à l'idée même de démocratie, et que je contesterai jusqu'aux plus hautes instances judiciaires s'il le faut.

Parlant de préjudices infligés aux droits démocratiques des peuples, je reconnais, à l'évidence, certains parallèles entre nos parcours historiques respectifs, même si toute comparaison demeure hasardeuse. Toujours est-il que l'amitié et la compréhension mutuelle qui lie les nations québécoise et catalane, – sans oublier les peuples acadien, métis et autochtones ainsi que les collectivités francophones hors-Québec –, ne sont assurément pas le fruit du hasard. Ainsi, l'assimilation linguistique et culturelle, la répression militaire et policière, les diktats politiques et constitutionnels imposés d'en-haut, etc., sont autant de phénomènes qui ne nous sont guère étrangers.

Or, les peuples, comme les individus, ont le droit inaliénable au respect de leur dignité, de leur volonté, de leur liberté. C'est là un combat juste et nécessaire qui s'ancre dans les fondements de notre civilisation. Un combat de portée universelle qui vaut aussi bien pour la démocratie catalane que pour toutes les autres.

C'est dans cet esprit que je salue l'engagement de tous ceux et celles qui, de par le monde, ont à cœur l'avancement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En l'occurrence, je tiens à rendre hommage aux peuples autochtones du Canada pour leur courage et leur résilience devant les défis considérables qui se posent à eux. Je demeure également un observateur attentif des discussions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, qui continuent de rejaillir sur l'enjeu du droit à l'autodétermination à l'échelle mondiale. Encore aujourd'hui, les questions relatives à la défense de votre langue nationale ou, par exemple, l'actuel débat entourant votre loi 99, suscitent un intérêt certain chez ceux qui suivent de près ces dossiers.

Enfin, je réitère ma gratitude en réponse aux gestes et aux paroles de solidarité qui s'expriment chez vous vis-à-vis des aspirations pacifiques et démocratiques du peuple catalan. Une solidarité que j'éprouve moi-même à l'égard de vos combats. C'est là, me semble-t-il, le signe d'une amitié solide et durable qui ne pourra que se renforcer à mesure que la Catalogne cheminera vers son destin. Car, comme l'a écrit un jour Gaston Miron, l'un de vos brillants poètes, « Ça ne pourra pas toujours ne pas arriver / [...] il n'est pas question de laisser tomber nos espérances ».

Carles Puigdemont i Casamajó,
130^e Président de la Catalogne